

Unité départementale de l'Aisne
47, avenue de Paris
02200 SOISSONS

Soissons, le 6 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVERBAL PAPETERIE

2 route d'Avaux
02190 Évergnicourt

Références : EVE23RINSP_546
Code AIOT : 0005100293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement EVERBAL PAPETERIE implanté 2 route d'Avaux 02190 Évergnicourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site Everbal rentre dans le plan pluriannuel de contrôle des inspection de la DREAL et fait suite à différentes plaintes de riverains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVERBAL PAPETERIE
- 2 route d'Avaux 02190 Évergnicourt
- Code AIOT : 0005100293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVERBAL exploite une papeterie sur le territoire de la commune d'EVERGNICOURT, spécialisée dans la fabrication de papier impression – écriture à partir de fibres cellulosiques de récupération (F.C.R.). Les papiers de récupération utilisés sont des déchets de transformateurs de papiers : imprimeurs, brocheurs,...

Les activités de la société EVERBAL sont autorisées et encadrées par l'arrêté inter-préfectoral modifié du 12/03/2019. L'usine produit actuellement 40 000 tonnes par an de papier, qui est totalement réalisé grâce au recyclage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le bruit
- les odeurs
- l'air
- l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.9	Sans objet
9	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 12/03/2019, article 4.2.2	Sans objet
11	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 12/03/2019, article 4.3.12	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs Limites d'émergence	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.2.1	Sans objet
2	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.2.2	Sans objet
3	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 9.2.7	Sans objet
5	Généralités	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.9	Sans objet
6	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 9.2.1	Sans objet
7	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 3.4.3	Sans objet
8	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.3.	Sans objet
10	Respect des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles et valeurs limites d'émission avant rejets	AP Complémentaire du 12/03/2019, article 4.3.9	Sans objet
12	Effets sur l'environnement (surveillance des eaux de surface)	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 9.2.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection n'a pas constaté de non-conformité majeur. L'inspection a constaté 3 faits susceptibles de suites qui devront être justifiés auprès de l'inspection dans les temps impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs Limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.2.1											
Thème(s) : Risques chroniques, NIVEAUX ACOUSTIQUES											
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités de l'installation ne doivent pas engendrer dans les zones à émergences réglementées une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :											
<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergences admissibles de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés</th><th>Émergences admissibles de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergences admissibles de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Émergences admissibles de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergences admissibles de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Émergences admissibles de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
<p>Ces valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent qu'au-delà d'une distance de 50 m des limites de propriété du site. L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).</p> <p>Les zones à émergence réglementée sont définies par :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.											
Constats : Les valeurs limites d'émergence ont été contrôlés en septembre 2020 et juin 2022, l'ensemble des résultats sont conformes à la réglementation.											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 2 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.2.2								
Thème(s) : Risques chroniques, NIVEAUX ACOUSTIQUES								
Prescription contrôlée : En limite de propriété de l'établissement, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau sonore limite admissible</th><th>Période de jour De 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés</th><th>Période de nuit De 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>En limite de propriété du site</td><td>65 dB(A)</td><td>55 dB(A)</td></tr> </tbody> </table>			Niveau sonore limite admissible	Période de jour De 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Période de nuit De 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	En limite de propriété du site	65 dB(A)	55 dB(A)
Niveau sonore limite admissible	Période de jour De 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Période de nuit De 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés						
En limite de propriété du site	65 dB(A)	55 dB(A)						
Constats : Les niveaux limites de bruit ont été contrôlés en septembre 2020 et juin 2022 de jour et de nuit, l'ensemble des résultats sont conformes à la réglementation.								
Type de suites proposées : Sans suite								

N° 3 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 9.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis au moins une fois tous les 2 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ces contrôles portent sur des mesures de niveaux sonores en différents points des limites d'exploitation et des mesures d'émergences induites pour les zones réglementées. Ces contrôles sont indépendants des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 15 jours à compter de leur réception par l'exploitant. Ils sont accompagnés d'interprétation. Dans l'hypothèse où des dépassements des niveaux sonores sont constatés, l'exploitant recense les équipements bruyants et propose à l'inspection des installations classées des mesures visant à réduire leurs émissions sonores. Ce plan d'actions accompagné d'un échéancier, dont les dates n'excèdent pas 6 mois, est transmis à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois à compter de la réception des résultats d'analyses.
Constats : Les 2 derniers rapports d'autosurveillance des niveaux sonores datent de septembre 2020 et juillet 2022. Ces contrôles portent sur des mesures de niveaux sonores en 5 points situés sur la ligne des 50 m de la limite de propriété du site. La société Everal a effectué des actions d'améliorations sur les ventilateurs d'extraction de la machine à papier afin de faire des économies d'énergies en été 2021, qui ont également joué sur une diminution du bruit. En 2022, la société Everal a changé des pompes à vides avec l'installation de silencieux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des matières

Prescription contrôlée :

Gestion des matières pour les usines intégrées de fibres recyclées et usines de pâte à base de fibres recyclées

L'exploitant applique au moins deux des techniques suivantes :

Technique		Applicabilité
a	Revêtement en dur de la zone de stockage du papier à recycler.	Applicable d'une manière générale.
b	Collecte des eaux de ruissellement contaminées provenant de la zone d'entreposage du papier à recycler et traitement dans une unité d'épuration des eaux.	L'applicabilité peut être limitée par le degré de contamination des eaux de ruissellement (en cas de faible concentration) et/ou par la taille de l'unité d'épuration des effluents (en cas de grands volumes).
c	Mise en place de barrières autour du parc d'entreposage du papier à recycler afin d'empêcher l'envol sous l'action du vent.	Applicable d'une manière générale.
d	Nettoyage régulier de la zone d'entreposage, avec balayage des voies d'accès et curage des puisards pour éviter les émissions diffuses de poussière. Ces opérations réduisent le volume des débris de papier et de fibres emportés par le vent ou broyés par la circulation des véhicules sur le site, ce qui peut entraîner des émissions supplémentaires de poussière, surtout pendant la saison sèche.	Applicable d'une manière générale.
e	Stockage des balles de papier ou du papier en vrac sous un toit afin de le protéger des intempéries.	L'applicabilité peut être limitée par la taille de la zone.

Constats :

Le stockage de papier est bien sur un revêtement béton.

Selon l'exploitant le nettoyage est réalisé quotidiennement sur les zones de stockages de papier à l'aide d'un chariot, sur les quais de déchargement et les alentours (route). Cependant aucune procédure, ni registre n'existent.

Des papiers sont présents au sol sur la zone de stockage et sur le quai de déchargement mais correspondent à l'activité du jour.

Il n'a pas été remarqué de papier en dehors de quai de déchargement.

Observations :

Une procédure de nettoyage de la zone de stockage de papier et du quai de déchargement doit être rédigée avec un registre de suivi.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.9
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.). Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs, sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m ³ /h, par le facteur de dilution au seuil de perception. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, à ne pas dépasser.
Constats : Le site Everbal ne dispose pas d'étude odeur. Le jour de la visite, l'Inspection n'a pas constaté d'odeur autour de l'installation. Selon l'exploitant, il peut y avoir ponctuellement des odeurs provenant de la lagune quand le vent vient de l'Est. L'exploitant a un projet d'asservir l'aération de la lagune au niveau d'oxygène car pour le moment c'est une mesure journalière manuelle. L'exploitant a transmis la facture en date du 30/09, le matériel doit être installé d'ici la fin de l'année. La lagune n'est pas curée, une mesure de relevé de boue est réalisée manuellement avec l'aide d'un bâton, ce niveau n'évolue pas selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE
Prescription contrôlée : Les installations de combustion visées par l'article 3.4.1. font l'objet d'une surveillance à l'émission, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, sur le débit rejeté et les teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. Les COV seront également analysés pour les chaudières biomasse. Les installations doivent être pourvues d'appareils de contrôle permettant une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets. La pression, température, teneur en oxygène, en CO et en vapeur d'eau des fumées dans les procédés de combustion font l'objet d'une surveillance en continu. Les registres de cette surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans. L'exploitant réalise de nouvelles mesures d'analyses sur les rejets atmosphériques de l'ensemble des installations de combustion de son établissement sous un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral. Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection dès leur réception. En cas de dépassement des valeurs limites d'émissions, l'exploitant met en place les actions correctives et réalise de nouvelles mesures sur l'ensemble des paramètres de l'installation concernée sous un délai de 6 mois.
Constats : L'exploitant indique qu'il réalise son autosurveillance des rejets atmosphériques conformément à son arrêté préfectoral. L'exploitant a fourni les résultats des contrôles réalisés en août 2019, 2021 et 2022. Une surveillance en continu des émissions de poussières est réalisée pour les chaudières biomasse. L'inspection a pu constater la mesure à l'instant t pendant la visite mais l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un relevé des valeurs mesurées. L'exploitant réalise un contrôle hebdomadaire de ses rejets avec une valise de mesure pour les paramètres CO, NOx, O2 et Température, pour les 2 chaudières bois. Cela vise à mieux piloter les chaudières et à éviter les dérives.
Observations : Pour les paramètres de suivi en continu(la pression, température et teneur en oxygène, Co et vapeur d'eau), suivant l'arrêté ministériel du 3 août 2018 "2910 Déclaration" l'exploitant peut demander un allègement de prescription avec un suivi périodique seul.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 3.4.3**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3
Poussières	20	100	20
SO ₂	200	1700	200
NO _x en équivalent NO ₂	500	550	500
CO	250	-	250
COV	50	-	50

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'ensemble des paramètres analysés pour les campagnes de 2021 et 2022 sont conformes aux Valeurs Limites d'Emissions (VLE) pour les 3 chaudières.

Les résultats ont bien été corrigés en prenant comme valeur de référence pour l'oxygène de 6% pour les chaudières bois et de 3 % pour la chaudière fuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Air – Odeurs
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.
Constats : L'exploitant a présenté les 2 derniers contrôles d'autosurveillances des installations de combustion : - Chaudière Biomasse 1 : 13/08/2019 et 07/09/2022 - Chaudière Biomasse 2 : 13/08/2019 et 28/09/2021 - Chaudière fuel : 14/08/2019 et 28/09/2021 L'autosurveillance est bien réalisée au minimum tous les 3 ans. Les mesures de débit rejeté, des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère sont bien réalisées pour l'ensemble des chaudières. Pour les chaudières biomasse les dioxines et furanes n'ont pas été mesurés en 2019. Ils ont bien été réalisés en 2021 et 2022.
Observations : Lors des prochaines campagnes d'autosurveillance, les résultats doivent être transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (Vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux a été transmis à l'inspection le 13 novembre. L'inspection a pu constater que le plan des réseaux n'est pas complet, en effet les points de rejets ne sont pas correctement identifiés ainsi que le point de pompage. L'inspection identifie 3 points de rejets (biomasse, stockage bobines et fabrication) sur les 5 autorisés. Les sens découlement ne sont pas correctement matérialisés.
Observations : La société Everbal doit mettre à jour le plan des réseaux suivant les dispositions du présent article et le transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Respect des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles et valeurs limites d'émission avant rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2019, article 4.3.9				
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques				
Prescription contrôlée : [....] <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans l'Aisne et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p>				
Débit de référence moyen journalier : 3 500 m³/j Capacité de production annuelle nette de référence : 56 525 tonnes nombre moyen de jours de référence : 342 jours				
Paramètre	Flux spécifiques maximal : kg/t de papier fabriqué (en moyenne annuelle)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Flux maximal annuel (kg/an)
DCO	4	-	680	226 100
MES	0,6	-	120	33 915
Azote global	0,4	-	80	22 610
Phosphore	0,015	-	2,4	848
AOX	0,005	0,2	0,8	283
DBO5	0,9	-	160	53 500
Indice phénol	-	0,3	1,05	299
Hydrocarbures totaux	-	1	3,5	997
[...]				
Constats : L'exploitant déclare son autosurveillance sur Gidaf, pour l'année 2023 l'autosurveillance est conforme en concentration et flux pour les paramètres demandés. Un contrôle inopiné des rejets résiduaires a été effectué le 23 et 24 août 2023 à la demande de la DREAL, les résultats sont conformes.				
Observations : L'exploitant doit se positionner par rapport au respecté du flux spécifique maximal : kg/t de papier fabriqué (en moyenne annuelle) pour les paramètres demandés et le transmettre à l'Inspection.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 11 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2019, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées sont collectées vers les bassins de l'établissement et sont traitées dans les conditions définies par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, un réseau de collecte spécifique est aménagé et le premier flot de ces eaux pluviales peut être contenu sur le site avant son traitement. Les eaux rejetées dans la rivière AISNE respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">* pH compris entre 5,5 et 8,5;* la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;* l'effluent ne dégage aucune odeur ;* teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme en vigueur ;* teneur en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l, conformément à la norme en vigueur ;* demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme en vigueur ;* demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO₅) inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme en vigueur ;* absence de produits très toxiques, toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement. [...]
Constats : La société Everbal effectue des analyses sur les eaux pluviales trimestriellement comme demandé par l'agence de l'eau. Elle réalise l'autosurveillance sur les paramètres MES, DCO et DBO ₅ , les résultats de 2023 sont conformes aux VLE. Il n'existe pas de suivi du pH, de la couleur et des hydrocarbures pour les rejets d'eaux pluviales.
Observations : La société Everbal doit réaliser une autosurveillance du pH, de la couleur et des hydrocarbures sur ces rejets d'eau pluviales et les transmettre à l'inspection d'ici 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Effets sur l'environnement (surveillance des eaux de surface)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 9.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE
Prescription contrôlée : La surveillance de la qualité physico-chimique de l'Aisne est réalisée en amont immédiat et en aval des rejets du site. L'exploitant aménage des points de prélèvement en amont et en aval de ses rejets à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de ses effluents avec les eaux du milieu naturel. Les analyses portent a minima sur les paramètres suivants : débit, pH, température, couleur, DCO, DBOS, MES, P total, Azote global, oxygène dissous. Ces analyses sont réalisées trimestriellement.
Constats : La surveillance de l'Aisne en amont et en aval est bien réalisée pour l'ensemble des paramètres tous les trimestres. Les rapports de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre 2023 ont été présentés. L'exploitant n'interprète pas les résultats et ne suit pas l'évolution des données.
Observations : L'exploitant doit interpréter les données des analyses et suivre l'évolution de la qualité de l'Aisne avec des graphiques par exemple.
Type de suites proposées : Sans suite